



HAL
open science

La tentation démocratique en Algérie

Malika Rahal

► **To cite this version:**

Malika Rahal. La tentation démocratique en Algérie: L'Union démocratique du manifeste algérien (1946-1956). *Insaniyat/ Revue algérienne d'anthropologie et de sciences sociales*, 2008, 42, pp.79-93. hal-01316087

HAL Id: hal-01316087

<https://hal.science/hal-01316087>

Submitted on 14 May 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Insaniyat / إنسانيات

Revue algérienne d'anthropologie et de sciences sociales

42 | 2008 :

Territoires urbains au Maghreb

Positions de recherche

La tentation démocratique en Algérie. L'Union démocratique du manifeste algérien (1946-1956)

MALIKA RAHAL

p. 79-93

Notes de la rédaction

Ce texte présente les principaux résultats de la thèse menée sous la direction de Benjamin Stora, intitulée *L'Union démocratique du manifeste algérien (1946-1956). Histoire d'un parti politique. L'autre nationalisme algérien*, et soutenue à l'INALCO, à Paris, le 20 novembre 2007.

Texte intégral

1. L'UDMA, questions de mémoire, questions de sources

- ¹ L'UDMA, l'Union démocratique du manifeste algérien, fut, avec le MTLD, de Messali Hadj, l'un des deux grands partis nationalistes en Algérie après la Seconde Guerre mondiale. Créée en 1946 par Ferhat Abbas, elle est dissoute en 1956 lors du ralliement au Front de Libération nationale (FLN).
- ² Les années 1943-1944 avaient représenté pour l'évolution politique de la population colonisée algérienne un tournant important. Autour d'un texte, rédigé

par Ferhat Abbas, le *Manifeste du peuple algérien*, se rassemblèrent pour la première fois dans une même association, les Amis du Manifeste et de la Liberté (AML), deux courants principaux. Les partisans de Messali Hadj, d'une part, militants du Parti du peuple algérien (PPA), à l'époque clandestin, et les proches de Ferhat Abbas, héritiers du courant Jeune algérien, se retrouvèrent autour d'un rejet commun de la politique d'assimilation à la nation française et d'une critique virulente de la colonisation. Ils furent rejoints par les membres de l'association des 'Uléma-s réformistes, fondée par Abdelhamid Benbadis. Le succès de l'association fut considérable et fulgurant : en quelques mois, il fut question de 500 000 adhérents, un chiffre qui prit rapidement une valeur mythique. Il fut cependant de courte durée, puisque, accusée d'être responsable des émeutes en mai 1945, l'Association fut dissoute dans le contexte de la sanglante répression contre ses militants et dirigeants¹. La plupart d'entre eux, notamment Ferhat Abbas, Ahmed Saadane, Bachir Brahimi de l'association des 'Ulamā, furent d'ailleurs emprisonnés. Quant aux militants demeurés libres, ils firent profil bas pour éviter la répression.

3 C'est la libération de ces hommes, en mars 1946, suite au vote d'une loi d'amnistie, qui semble redonner vie – vie politique, vie collective – à la population colonisée. Dans ce contexte, certains retrouvent le parti qu'ils n'ont jamais quitté, le PPA de Messali, alors que d'autres, dans l'impossibilité de reformer les AML toujours interdits, se retrouvent sans organisation. D'autre part, les leaders sont confrontés à un enjeu électoral immédiat : les élections législatives de juin 1946, pour la seconde Assemblée nationale constituante se profilent, les nouvelles règles électorales permettant désormais la participation de la population colonisée à ces élections. Bien que la loi Lamine Gueye ait été votée en avril 1946, la population d'Algérie est divisée en deux collèges électoraux, le premier regroupant les anciens citoyens (les « Européens » et les « musulmans » naturalisés²) et le second regroupant les autres « musulmans ». Malgré un rapport démographique de un à dix, chaque collège élit le même nombre de représentants³. Il faut donc déterminer à la fois une stratégie (électorale ou non), des alliances éventuelles (avec le PPA, avec le PCA et la SFIO) et une forme d'organisation politique (association, front ou parti). Après plusieurs semaines de tractations et de négociations diverses, Ferhat Abbas et ses amis décident d'aller seuls aux élections de juin et créent ce qui n'est d'abord qu'une étiquette : « L'Union démocratique du manifeste algérien ». À partir d'octobre 1946, ils en font un véritable parti politique.

4 La recherche des sources pour faire l'histoire de cette organisation a révélé des phénomènes significatifs de la place de l'UDMA dans l'histoire officielle algérienne et dans la mémoire des acteurs de l'époque, mais aussi, au delà de l'UDMA, de la possibilité de faire une histoire des partis en Algérie.

5 L'espoir de mettre à jour les archives du parti ne s'est pas concrétisé et les anciens militants et dirigeants n'ont, semble-t-il, pas conservé le moindre document de l'époque, pas même un exemplaire du journal – pourtant légal – du parti. D'autre part, l'identification même des militants a été difficile, les liens entre eux ayant été, dans la plupart des cas, rompus de longue date. Ce phénomène est suffisamment systématique pour appeler une explication : le régime de parti unique de l'indépendance a développé une histoire officielle fondée sur une généalogie linéaire des organisations politiques, reliant l'Etoile Nord-africaine, créée par Messali, au FLN, en passant par le PPA et son pendant légal, le MTLD (le Mouvement pour le Triomphe des Libertés démocratiques). Cette histoire s'arc-boute par ailleurs sur plusieurs lignes de force : le populisme du FLN, la définition d'un peuple algérien arabe et musulman, la glorification de la lutte armée. L'UDMA, considérée souvent rapidement comme un parti

bourgeois, francophone, intellectuel, laïc et légaliste, prônant une République algérienne intégrant les « Européens » d'Algérie, est donc fautive à plusieurs titres. Elle ne peut être intégrée dans la « famille nationaliste ».

6 Empêchant la structuration de groupes qui risquaient de s'opposer à lui, interdisant par exemple la création d'associations qui auraient pu réunir les anciens militants, le régime de parti unique contribue à cette occultation de quarante ans par un travail de sape des cadres sociaux d'une mémoire collective partisane, pour utiliser le vocabulaire de Maurice Halbwachs⁴. Au cours de l'enquête, la qualité des entretiens avec les militants s'en est largement ressentie : concernant l'UDMA, leurs souvenirs sont aujourd'hui beaucoup plus maigres et épars que lorsqu'ils sont interrogés sur la mythique « Guerre de libération » qui obstrue les souvenirs antérieurs et polarise la discussion, chacun voulant absolument témoigner de « sa » guerre.

7 Du fait de cette « mémoire perdue », la source principale pour l'étude de l'UDMA est constituée par les archives de surveillance policière. Malgré le caractère évidemment biaisé de leur regard, elles constituent une source privilégiée compte tenu de l'intensité de cette surveillance, inégalée sur le reste du territoire français : des milliers de rapports portant sur les réunions, les déplacements de militants, les discussions dans les cafés, les ventes de journaux créent parfois la dangereuse illusion d'un informateur omniscient⁵.

8 En outre, le manque d'une source interne est particulièrement gênant du fait de la prégnance, chez de nombreux acteurs du Mouvement national, d'un discours de disqualification de l'UDMA. Les anciens du PPA-MTLD par exemple sont volontiers moqueurs et, s'ils reconnaissent que les UDMA étaient des « patriotes », c'est le terme de « nationalistes » qu'ils se réservent⁶. Par ailleurs, une autre forme de ce discours délégitimant se retrouve parfois chez les historiens, en France comme en Algérie. La récurrence de questions sur la nature de « véritable parti » de l'UDMA, par opposition à un simple « rassemblement de notables » en est un révélateur. Elle se décline notamment sous la forme d'une discussion répétée autour du nombre de militants⁷, qui revient à se demander si l'UDMA a réellement existé *en tant que parti politique*. Malgré d'importants travaux sur d'autres partis⁸, c'est d'ailleurs l'ensemble de la décennie 1946-1956 qui apparaît dans l'historiographie comme une période creuse, vue uniquement sous l'angle de la lutte armée, et rarement, voire jamais, sous celui des organisations, des débats, des luttes électorales et des pratiques politiques qui ont fleuri durant cette curieuse période de pluripartisme⁹. Certains historiens n'hésitent d'ailleurs pas à faire de mai 1945 le début de la Guerre d'Algérie¹⁰, au regard de la fin de l'histoire, à souligner le caractère vain de la lutte légale¹¹. « *Et pourtant pendant dix ans nous avons travaillé !* » s'exclame un ancien de l'UDMA en désaccord avec cette affirmation¹².

9 Dans le contexte d'une histoire téléologique et d'une généalogie linéaire du nationalisme, les partis politiques sont accusés d'avoir échoué à vaincre le colonialisme et, plus grave encore, d'avoir retardé l'union de tous les nationalistes. A partir du cas de l'UDMA, je propose de réfléchir sur cet échec en explorant dix années d'une expérience partisane. En décrivant la réalité concrète des pratiques de parti, il s'agit de montrer que durant cette période d'une pluralité particulière sous la férule coloniale, des habitudes politiques partisans ont été prises ; leur vitalité durant plusieurs années conduit à s'interroger sur les conditions de leur disparition, par l'usure due à la résistance coloniale aux réformes, mais aussi, à partir de 1954, sous les coups de boutoirs du FLN lui-même.

2. Le projet partisan et sa réception au niveau local

a. La création d'un parti de masse

10 Ce n'est qu'après le succès de l'UDMA aux élections législatives que ses dirigeants commencent à mettre en place une véritable organisation. Qui sont les hommes qui se réunissent à Alger ? Les policiers hésitent : représentants du Manifeste, délégués de « comités électoraux » ? On apprend simplement que toutes les villes ne sont pas en mesure d'envoyer des participants dans des délais si courts, sans savoir toutefois comment ont été désignés les « représentants » présents. Il est vraisemblable que beaucoup sont des Algérois, proches de Ferhat Abbas. Un premier « bureau directeur » est d'ailleurs constitué d'anciens membres du comité central des AML, pour la plupart, de la génération de Ferhat Abbas (né en 1898) : suffisamment âgés pour avoir été actifs au moment du Congrès musulman de 1936, avant de participer aux AML, ils sont parfois proches de l'association des 'Ulamā réformistes. Cependant la plupart, sont, tel Abdelaziz Kessous, passés par la SFIO, d'autres par le PCA, où ils ont acquis une solide expérience partisane.

11 Ces hommes réunis à Alger adoptent un rapport prévoyant la création d'une organisation suivant le modèle des partis communistes européens : secrétariat général, bureau politique, comité central, fédérations et sections, l'ensemble obéissant, selon le principe du centralisme démocratique, aux résolutions d'un congrès annuel. Cette forme est étonnante pour un parti rassemblant, dit-on, des notables et des bourgeois. Les rapports de police permettent de confirmer que la structure prend réellement corps, chaque échelon étant effectivement pourvu et manifestant une activité minimale. Le bureau politique et le comité central développent ainsi, à travers les nombreuses circulaires aux sections, un discours visant à développer l'organisation : il faut multiplier les adhésions grâce à un intense effort de mobilisation et encourager chez les adhérents une éthique et une discipline destinées à en faire des militants formés et encadrés.

12 Le ton de ces circulaires, qui manient à la fois l'encouragement et le reproche, voire la culpabilisation, rappellent que le projet d'organisation de masse ainsi conçu nécessite, pour être mis en œuvre, une forme de coercition : la direction considère ainsi que les efforts des cadres locaux sont insuffisants dans le domaine de la gestion administrative de leur section et celui de la restitution de l'argent des cotisations et de la vente des journaux. Plus largement, à mesure que les effectifs diminuent, c'est l'encadrement local et régional qui en est rendu responsable par les cadres algérois.

b. Le parti héritier d'expériences politiques multiples

13 Néanmoins, il ne s'agit pas d'imaginer le parti comme une entreprise impulsée d'Alger et « reçue » passivement dans les villes et les douars sous la forme d'ordres et de directives. Avant même les grandes réunions algéroises, les soubresauts d'une vie politique organisée sont notés. Les anciens comités des AML se reconstituent par endroit et ce sont eux qui accueillent les propagandistes du parti lors des législatives de juin 1946. Localement, les

candidats trouvent des orateurs pour relayer leurs discours jusque dans les douars les plus reculés, dans un enthousiasme que l'on a peine à imaginer et qui terrifient les agents de surveillance. Administrateurs de commune mixte, commissaires, préfets, tous dénoncent une campagne fanatique et anti-française. Mais ce qui semble le plus les effrayer, c'est l'organisation dans un temps record d'une campagne spectaculaire en l'absence de toute organisation préalablement identifiée, et, finalement, le surgissement, au sein de la population colonisée, d'une parole politique.

14 Les rapports de surveillance donnent d'ailleurs l'impression d'une adhésion aisée, naturelle aux aspects les plus formels, voire protocolaires, de la vie partisane. La nomination du bureau d'une réunion publique, les élections répétées des comités de section, ne posent aucune difficulté, même dans les premières semaines de l'existence du parti. Les adhérents s'approprient les formes partisans d'organisation, et on les voit également « porter la contradiction » chez leurs concurrents, chahuter leurs réunions, voter des motions, rédiger des télégrammes à l'attention des autorités, réinvestissant ainsi des savoir-faire antérieurs à la création du parti.

15 Par comparaison avec le Maroc et la Tunisie, on a parfois remarqué que c'est en Algérie que les premiers courants et organisations politiques « indigènes » sont apparus le plus tardivement. Pour autant, les formes d'organisation collectives existent, et Omar Carlier insiste sur la généralisation de l'association comme forme privilégiée de l'expression collective dans les années 1920¹³, avec la multiplication d'associations musicales, culturelles ou sportives. Comme plus tard dans les sections des partis politiques, on y prend l'habitude d'inaugurer toute action collective par l'élection d'un bureau, et une déclaration en préfecture. La pratique dénote à la fois la maîtrise de rouages administratifs en même temps que l'adoption d'un mode d'organisation spécifique.

16 Pour autant, les expériences plus strictement politiques ont été multiples à partir des années trente. Les messalistes, organisés d'abord dans l'Etoile Nord-africaine, créée en 1926 dans le giron du PCF, ont ensuite créé, en 1937, en Algérie-même, un véritable parti politique, le PPA. Par ailleurs, les « purs produits de l'école française », comme on les appelle par dérision, ont bien souvent été militants ou sympathisants des partis « mixtes », SFIO et PCA. Quant à la volonté de créer une organisation politique spécifiquement « indigène », elle se manifeste également avec l'organisation du Congrès musulman de 1936, auquel participe les membres du PCA, de l'association des 'Ulamā et de la Fédération des élus. Abderahmane Taleb-Bendiab rappelle d'ailleurs qu'au cours des débats qui ont précédé le Congrès, la question de l'opportunité de la création d'un parti politique avait été évoquée¹⁴. Ces épisodes sont autant de possibilités d'expérimenter des pratiques, de discuter de stratégie en mêlant des influences diverses. Les AML en particulier, qui rassemblent les militants d'horizons différents, notamment ceux du très organisé PPA, permettent sans doute l'échange de techniques d'organisation et de mobilisation.

17 Or, les sources policières, qui permettent de décrire les pratiques partisans locales de l'UDMA, en révèlent les héritages et les transformations. Ce qui fait d'abord le parti – à savoir ses lieux, ses pratiques, sa tradition politique, ses symboles – sont hérités de l'association des AML¹⁵ mais également des associations culturelles locales.

18 Les sections disposent en général d'un lieu, un cercle dans les grandes villes, un simple local parfois, dont l'occupation fait à l'occasion l'objet de conflit avec les autres partis. Le comité de la section y fait vivre le calendrier festif et commémoratif du parti, marqué chaque année notamment par « l'anniversaire du Manifeste du peuple algérien » (le 10 février) et la commémoration du 8 mai

1945. Toutes les grandes réunions publiques présentent des figures imposées : l'histoire du Manifeste ; la minute de silence pour les victimes de la répression colonialiste (les victimes de mai 1945, puis les victimes de la répression au Maroc et en Tunisie)... Dans les villes, les réunions se déroulent dans un bilinguisme serein, les orateurs traduisant d'une langue à l'autre ou alternant les discours dans les deux langues. Dans les campagnes, et contrairement à la réputation de leurs leaders, les réunions se font en arabe dialectal ou kabyle, avec souvent un appel en français à rejoindre le parti à l'attention des Français présents. Les sections organisent également des soirées ou après-midi culturelles ou musicales : les jeunes des médersas de l'association des 'Ulamā ou des jeunesses de l'UDMA y jouent des saynètes mêlant la morale religieuse réformatrice, et un nationalisme exprimé par l'entremise de sujets historiques. Enfin, des cours-conférences réguliers permettent de diffuser un discours politique mais également religieux ou moral : s'y succèdent les thèmes divers, du fonctionnement de la démocratie, à la morale des citoyens, en passant par « la femme moderne », la lutte contre les maladies...

19 Dans une section donnée, le rythme des activités est variable, en fonction des compétences et des bonnes volontés disponibles. Idéalement, répètent les consignes, l'activité doit être continue tout au long de l'année, et non limitée aux campagnes électorales, afin de permettre la mobilisation constante des adhérents, ainsi que la réalisation du programme d'éducation politique et culturelle du parti. L'engagement de nombreux membres de l'UDMA au sein des médersas 'Ulamā leur fournit également le moyen de travailler au quotidien à l'élévation du niveau culturel de la population « musulmane », dans l'esprit de la *nahda*, la renaissance arabe, et conformément au programme de leur parti.

20 Enfin, les sections utilisent un ensemble de symboles et de slogans : la décoration des salles de réunion – souvent par les jeunes du parti – permet ainsi de leur donner une identité UDMA, grâce à des fanions, des portraits de figures fondatrices (Ferhat Abbas, Benbadis, le fondateur de l'association des 'Ulamā, le docteur Ahmed-Cherif Saadane), les slogans¹⁶. Ainsi le « drapeau algérien » mentionné par les rapports de surveillance n'est-il pas le drapeau algérien d'aujourd'hui, c'est-à-dire le drapeau du PPA-MTLD, mais « le drapeau de l'émir Abdelkader », trois bandes vert-blanc-vert et une main cerclée d'or au centre. Ces symboles sont d'ailleurs présents sur la carte d'adhésion, donnée en contrepartie du paiement de la cotisation, et qui symbolise l'appartenance de l'adhérent à son parti.

21 Pour autant, il est important de s'interroger sur ce que les sources donnent à voir : les documents internes comme les rapports de surveillance des activités politiques tendent en effet à insister sur l'organisation. Les réunions qui se déroulent au cercle du parti, les cours et conférences annoncés dans le journal, les réunions publiques sont relativement aisés à surveiller. L'agent qui remplit sa page blanche indique facilement le lieu, l'horaire, le nombre d'auditeurs et les noms des orateurs, la composition du comité d'une réunion publique... En revanche l'activité en mouvement, l'imprévu, l'informel sont pour les agents plus difficiles à saisir. La discussion dans la rue, la vente des journaux, le porte-à-porte, mais également les diffas organisées dans des douars mal surveillés, les prières, les processions ne donnent lieu qu'à peu de documents, de même que les relations des dirigeants avec les familles de notables, rencontres privées pour obtenir un soutien financier ou politique. Ce type de source ne permet d'ailleurs pas non plus de saisir les stratégies familiales, alors même qu'il laisse entrevoir que certains militants les contestent. Il laisse également dans l'ombre l'activité dans les campagnes, surévaluant celle des centres urbains. Le risque est donc de surestimer le degré d'organisation du parti et la prégnance de sa structure, ou de

mésestimer la variété d'activité que développent ses adhérents et d'aboutir à la description d'un parti rêvé par les cadres, observé par la police, mais dépeint hors de tout rapport avec le substrat sur lequel il se développe.

c. Le parti « vu d'en bas »

- 22 Ces sources révèlent toutefois que la mise en œuvre de l'entreprise partisane¹⁷ n'est pas lisse et homogène. Elle varie en fonction de la sociologie locale et des formes de sociabilités existantes. Loin de s'imposer d'un bloc, le projet de création d'un parti se confronte en chaque lieu à un tissu politique et social local constituant le matériau qu'il travaille et qui tout à la fois lui résiste, le détourne, le contourne et se l'approprie, donnant naissance à des formes hybrides de vie politique. Il faut donc essayer de décrire comment le parti travaille la « matière » locale et quelles sont les nouvelles formes de vie politique qui naissent de cette confrontation et que recouvre l'étiquette UDMA. Deux exemples suffiront à montrer la diversité qui peut exister.
- 23 A Constantine, la ville de Benbadis, fondateur de l'association des 'Ulamā, la population colonisée occupe le centre-ville, se mêlant à la population « européenne ». Depuis le début du siècle, les associations s'y sont multipliées, devenant la forme privilégiée de l'organisation d'une culture citadine véhiculée par les grandes familles de la bourgeoisie constantinoise. Par ailleurs, la fondation de l'Institut Benbadis attire des étudiants et enseignants sensibles au discours des dirigeants de l'UDMA et susceptibles de devenir autant d'animateurs de la section. Et effectivement, dans un premier temps, la section du parti apparaît très dynamique. Au cercle Benbadis, le siège du parti, les cours-conférences se multiplient. Les étudiants de l'Institut du même nom viennent entendre parler de l'histoire des pays arabes, de l'islam, des questions de morale ou de politique. L'accent est donc mis, à Constantine, sur une dimension particulière du discours de l'UDMA, sa dimension *islahiste*¹⁸, favorable à une réforme de la religion musulmane et de la société algérienne pour permettre à la fois sa moralisation, son élévation culturelle et la fin de son assujettissement. C'est le milieu de la bourgeoisie intellectuelle réformatrice qui fait vivre le parti, accentuant une partie du discours et insistant sur une partie du répertoire d'activité au détriment des autres. Une poignée de militant réclament, en vain, davantage de travail de terrain et une meilleure discipline partisane. Ils stigmatisent notamment les alliances du parti avec certaines familles de notables et dénoncent les dirigeants bourgeois qui ne descendent jamais dans la rue vendre le journal.
- 24 À Oran, au contraire, l'organisation même de la ville est révélatrice : le centre-ville est réservé à la population coloniale. Les « musulmans » occupent quelques quartiers périphériques, notamment Lamur et Ville-Nouvelle, où se trouvent, dans un espace restreint, à la fois les anciennes familles citadines et les néo-urbains venus des campagnes. D'emblée, certains adhérents se révèlent de vrais militants de terrain, un terrain sur lequel ils entrent en concurrence avec des membres du PPA-MTLD¹⁹ avec lesquels ils sont d'ailleurs liés : certains UDMA sont d'anciens messalistes et ils ont conservé des relations d'amitié avec leurs anciens camarades. Ces relations amicales n'empêchent pas la concurrence militante de conduire à des bagarres répétées, dans la rue à l'occasion de meetings chahutés. Comme ailleurs, les liens avec les 'Ulamā sont également forts, et l'ensemble du répertoire d'activité de l'UDMA est utilisé. Mais le caractère de la section est nettement plus militant qu'à Constantine.

3. La contestation des partis politiques

25 Durant ses dix années d'existence, la contestation va croissant à l'intérieur de l'UDMA. Elle est bien sûr liée à la remise en cause par certains adhérents de la ligne du parti, et notamment de l'attitude jugée trop conciliante des dirigeants à l'égard des autorités françaises. Sans donner de chiffres précis, les circulaires internes – qui cachent l'étendue du désastre – et les rapports de surveillance – qui ne peuvent donc le mesurer – affirment que le nombre de militants de l'UDMA diminue continûment. A partir des années cinquante, il provoque la disparition complète de certaines sections, pendant que d'autres deviennent squelettiques. Malgré l'absence d'étude quantitative sur cette question, certains indices indiquent que la diminution du nombre de militants dépasse le seul Manifeste pour concerner également le MTLD et le PCA, au point que l'on puisse évoquer une véritable *usure* des partis politiques.

a. Partis contre répression coloniale

26 Deux raisons principales permettent d'expliquer cette désaffection : d'une part, le durcissement de la répression à l'encontre de tous les militants politiques, notamment à partir du démantèlement, en 1950, de l'Organisation Spéciale, l'un des avatars du PPA. Avec la multiplication des arrestations, des procès et des saisies de journaux, le coût de l'engagement politique des militants augmente : certains adhérents, fonctionnaires, préfèrent quitter leur poste afin de continuer à militer plus facilement, des instituteurs subissent des mutations disciplinaires, mais d'autres cessent de faire de la politique pour éviter la répression.

27 D'autre part, en termes de réalisation d'un programme udmiste, les résultats de l'action politique sont pratiquement nuls. Une fois passé le vote de la constitution de la IV^e République, puis celui du Statut de l'Algérie en 1947, qui marquent l'échec des projets de réformes proposés par les élus de l'UDMA, il n'y a plus d'opportunités législatives permettant d'escompter un réel changement. L'espoir d'une République algérienne indépendante obtenue légalement à court terme – espoir réel, enthousiasmant en 1946, et qu'il ne faut minimiser au risque de succomber à la téléologie – s'éloigne donc et ne peut mobiliser avec la même force.

28 Alors que les règles électorales prévoyaient un nombre réduit d'élus pour le deuxième collège, et que l'ostracisme de leurs collègues « européens » et métropolitains bloque toute réforme, même minime²⁰, le truquage des élections devient massif à partir de 1948, sous la houlette du gouverneur général socialiste M.-E. Naegelen. Se faire élire nécessite alors de faire le siège des bureaux de vote pour empêcher le bourrage des urnes au prix de confrontations physiques avec les forces de l'ordre ou les administrateurs de communes mixtes... Les chances d'obtenir un mandat électoral s'en trouvent réduites d'autant. Dans la nouvelle assemblée algérienne, prévue par le statut de 1947, les nationalistes doivent se contenter d'une poignée de sièges. Dès lors, les rétributions permettant de récompenser l'engagement des principaux cadres, des candidats aux élections et des simples militants, si nécessaires pour soutenir l'investissement individuel, sont inexistantes²¹. La répétition des campagnes électorales à un rythme effréné (une tous les six mois environ), très coûteuse financièrement et en termes d'engagement militant, perd son sens pour les adhérents d'un parti dont l'activité tourne désormais à vide²².

29 La contestation s'exprime à l'intérieur même de l'UDMA, selon plusieurs modalités. A Constantine par exemple, c'est sous la forme d'un refus de la discipline militante que le mécontentement se manifeste. Les tentatives pour séparer davantage l'activité strictement partisane de l'activité liée à l'association des 'Ulamâ', la volonté de la direction d'imposer comme candidat le pourtant très populaire Ahmed Boumendjel mécontentent les adhérents, même les plus jeunes, attachés à leur leader local, Hadj Saïd Cherif.

30 Mais ailleurs, et en particulier, à Oran, la contestation prend au contraire la forme d'une revendication accrue en matière d'organisation et de discipline. Soumis à la concurrence du PPA-MTLD, les militants oranais exigent de leur direction une position plus radicale et plus claire. Ils ne sont pas les seuls : c'est toute une génération de militants plus jeunes, la génération des années vingt et même trente qui semble ainsi se manifester. Certains font d'ailleurs partie du comité central : Abdelkader Maachou, né en 1920, Ali Boumendjel, né en 1919, Hadj Ali Ahmed, Abdellatif Rahal, mais également les dirigeants de la JUDMA exigent une réorganisation du parti, critiquent la mollesse de la direction, l'absence de l'encadrement, la faiblesse de la mobilisation. Trop jeunes pour avoir été formés directement à l'école de la SFIO, ce sont véritablement les hommes du Manifeste, les hommes du parti qui travaillent dans le sens d'un renforcement de l'organisation partisane et du développement des techniques militantes de mobilisation. Certains d'entre eux – notamment le noyau actif à Oran – quittent le parti en protestation, mais, plusieurs autres restent dans le dernier carré pour négocier sans relâche, y compris les conditions de l'intégration de l'UDMA au FLN dans le respect de l'organisation existante. Paradoxalement, le discrédit de l'organisation est donc également lié, chez certains militants, à un désir de *davantage de parti*.

b. Penser l'union des partis

31 Ce qui semble décrédibiliser encore les partis politiques aux yeux de leurs adhérents, c'est la nécessaire concurrence électorale que leur existence implique. Le risque de division des nationalistes est d'ailleurs évoqué au moment de création du parti par des proches de Ferhat Abbas. Les premiers scrutins électoraux indiquent que les dirigeants des deux grandes tendances sont soucieux d'éviter une confrontation directe : si le PPA boycotte les législatives de juin 1946, c'est l'UDMA qui s'abstient en octobre pour les élections à la première Assemblée nationale. Par la suite, les confrontations électorales successives, ainsi que les échecs répétés des négociations de rapprochement excèdent les militants et même une partie de la direction. La thématique de l'union – la mystique de l'union est-on tenté de dire – est toujours un élément central mobilisateur dans les meetings et réunions publiques. Les dirigeants de chaque parti se posent en défenseurs de l'union, stigmatisant leurs concurrents responsables de son échec. A mesure que la répression s'accroît et que les partis s'avèrent impuissants, l'union apparaît de plus en plus comme une stratégie nécessaire.

32 Les tentatives de rapprochement se multiplient, sous la forme d'associations ponctuelles : association pour la Palestine après 1948, association pour la défense des victimes de la répression. En 1951, le PCA parvient même à créer un éphémère Front algérien rassemblant le PCA, l'UDMA, le MTLD et l'association des 'Ulamâ'. Le plus grand obstacle à l'union réside dans le face-à-face entre l'UDMA et le MTLD qui forment un étonnant couple partenaires-adversaires. Ces deux partis d'émanation « musulmane » – qui mettent la lutte anticoloniale au centre de leur projet – ne peuvent s'unir : la différence de recrutement social²³,

de stratégie politique et surtout le traumatisme du 8 mai 1945 constituent autant d'obstacles insurmontables au rapprochement. Les partisans de Messali sont en effet accusés d'avoir mis en danger de façon irresponsable la population en organisant des manifestations et d'avoir noyauté les AML pour parvenir à leurs fins. Les deux organisations sont pourtant condamnées à s'unir pour mettre fin à la division inacceptable aux yeux de certains entre compatriotes et coreligionnaires et pour espérer surmonter le blocage politique imposé par la colonisation.

33 La force de cette exigence exprimée, sous diverses formes, par les adhérents de base comme par des cadres, interroge sur la réalité du rapport d'appartenance et d'identification qu'implique le projet partisan. L'unanimisme nationaliste n'est-il pas contradictoire avec l'existence de plusieurs partis politiques émanant de la population colonisée ? On pourrait le penser en analysant l'enquête menée en 1953 par le journal arabophone al-Manar²⁴ : à travers trois questions, sur la nécessité de l'union et le rôle des partis, le journal interroge ses lecteurs et plusieurs personnalités politiques. Les réponses révèlent une critique acerbe des partis politiques : facteurs de division, d'affaiblissement dans le contexte d'une lutte pour l'indépendance, ils se sont révélés totalement inefficaces.

34 Toutefois, et même si ce sujet reste encore largement à explorer, il apparaît qu'à l'intérieur de l'UDMA, les plus farouches défenseurs de la négociation avec les autres nationalistes sont également les plus ardents défenseurs de la discipline militante et de l'organisation partisane. Pour ces « hommes du parti », dont il a été question plus haut, la stratégie d'union n'implique donc pas la dissolution des partis mais s'inscrit au contraire dans la recherche d'une voie politique à l'intérieur même d'un système multipartisan, sous la forme d'un *front de partis* plutôt que par la création d'une organisation unique. Néanmoins, les discours, volontairement imprécis, favorisent la confusion dans la manière de penser « l'union ». L'articulation entre l'identité et la pratique partisane d'une part et la mystique de l'union est donc complexe, et pas toujours contradictoire.

35 Cette question est pourtant d'autant plus importante que le Front de libération nationale, qui se crée en 1954, et auquel se rallient l'UDMA et le PCA en 1956, n'est pas un front : en obtenant la dissolution des partis et l'adhésion individuelle de leurs adhérents, ses dirigeants parviennent à mettre fin à l'expérience partisane. Il faudrait également réfléchir sur l'impact de la guerre elle-même, et en particulier de l'année 1957, sur les « hommes de parti ». Les grandes opérations militaires contre les maquis, la « bataille d'Alger », les conflits et règlements de comptes à l'intérieur même du FLN, la répression contre les intellectuels avec l'arrestation des avocats, par exemple, se combinent pour aboutir à la liquidation des principaux chefs du FLN sur le terrain et la neutralisation de certains dirigeants politiques issus des partis politiques. Pour l'UDMA, il faut se contenter d'une hypothèse à partir de quelques parcours : parmi les cadres, la génération de 1920-1930, qui n'a pas rejoint la direction du FLN au Caire mais a pris des responsabilités sur le terrain, semble avoir été politiquement effacée²⁵. Et avec elle, sans doute, la vitalité d'un projet partisan.

36 L'étude de l'UDMA dans sa dimension partisane souligne plusieurs enjeux. Celui d'abord de la responsabilité du blocage politique imposé par la colonisation dans l'usure de la pratique partisane en Algérie. Mais également celui de l'action réalisée par FLN pour réduire la pluralité politique à l'unité et du travail accompli pour forcer des hommes de partis à renoncer. Au-delà de la période de la guerre d'indépendance, on s'interroge sur la facilité avec laquelle ceux-ci se sont coulés, ou non, dans le moule du parti unique ; sur leurs tentatives de reprises des pratiques partisans plurielles après l'indépendance et leurs efforts pour redéfinir des identités politiques diverses dans le cadre de la stratégie

d'opposition au FLN. Il est en effet difficile d'imaginer que des habitudes si vivaces et si enracinées n'aient laissé aucun héritage et leur existence interroge les modalités de la mise en place du régime de parti unique.

Notes

1 Planche, Jean-Louis, *Sétif 1945 : chronique d'un massacre annoncé*, Paris, Perrin, 2006, p. 147.

2 Les termes « musulmans » et « européens » sont alors utilisés en Algérie dans le cadre d'une définition raciale et raciste de la population colonisée arabo-berbère et de la population coloniale, d'origine européenne à laquelle est généralement ajoutée la population juive. Lorsqu'ils sont employés en ce sens, j'utilise les guillemets.

3 Les femmes étaient exclues du vote dans le 2^e collège.

4 Halbwachs, Maurice, *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 1997.

5 Ces archives de surveillance ont été consultées au Centre des Archives d'Outre-mer à Aix-en-Provence. Compte tenu du nombre de cartons consultés, cet article n'en donne pas le détail. Voir Rahal, Malika, *L'Union démocratique du manifeste algérien (1946-1956). Histoire d'un parti politique. L'autre nationalisme algérien*, thèse de doctorat, sous la direction de Benjamin Stora, INALCO, 2007.

6 Les plaisanteries sont naturellement très significatives : Ferhat Abbas n'aurait pas pu parler l'arabe ; le journal du parti n'était écrit que pour les services de renseignements français ; la JUDMA devient la VUDMA (la Vieillesse de l'UDMA)...

7 Planche, Jean-Louis, "L'UDMA. Un Etat-major sans troupe," in *Alger 1940-1962. Une ville en guerres*, Paris, éd. Guy Pervillé and Jean-Jacques Jordi, Autrement, 1999.

8 Voir notamment les travaux de Mohamed Harbi, notamment *Le FLN. Mirage et réalité. Des origines à la prise du pouvoir (1945-1962)*, Paris, édition J.A., 1985. Voir également ceux de Benjamin Stora notamment Stora, Benjamin et Zakya Daoud, *Ferhat Abbas. Une utopie algérienne*, Paris, Denoël, 1995 ; Stora, Benjamin, *Dictionnaire biographique des militants nationalistes algériens ENA, PPA, MTL, 1926-1954*, Paris, L'Harmattan, 1985 ; Stora, Benjamin Stora, *Messali Hadj (1898-1974) pionnier du nationalisme algérien*, Paris, L'Harmattan, 1982.

Sur le PCA, un seul ouvrage de référence, aujourd'hui vieilli : Emmanuel Sivan, *Communisme et nationalisme en Algérie 1920-1962* Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1976.

9 Il faut noter que paradoxalement, jusqu'en 1988, cette décennie 1946-1956 a constitué la seule période de l'histoire de l'Algérie durant laquelle la population autochtone a connu un semblant – certes bien peu démocratique – de multipartisme.

10 C'est le cas de Mohammed Harbi ou Jean-Charles Jauffret. Cette position se comprend dans une perspective d'étude de la guerre ou de la violence.

11 Meynier, Gilbert, *Histoire intérieure du FLN*, Paris, Fayard, 2002, p. 76. L'auteur évoque « le vain pari de la lutte légale ».

12 Entretien avec Mahmoud Hakimi, ancien militant et membre du comité central élargi de l'UDMA. Alger, 2003.

13 Carlier, Omar, *Entre nation et jihad, Histoire sociale des radicalismes algériens*, Paris, Presses de Sciences Po, 1995.

14 Taleb-Bendiab, Abderahmane "Le congrès musulman algérien (1935-1938). Première expérience d'un Front national anticolonialiste".

15 Au sens de la captation d'un héritage, c'est-à-dire le fait de s'en emparer volontairement.

16 Les plus classiques sont par exemple « vive la République algérienne », « la route est longue, la tâche est rude mais la victoire est au bout ».

17 Offerlé, Michel, *Les partis politiques*, Paris, PUF, 2002, p. 12.

18 *Islah* : la réforme de l'islam. Courant d'inspiration égyptienne et représenté en Algérie par l'association des 'Ulamâ'.

19 Même un leader plus âgé, le respecté professeur de lycée Mohammed Hirèche, est vu haranguant la foule dans la rue, perché sur un arbre.

20 Les élus de l'UDMA ne parviennent pas, par exemple, à faire discuter par l'Assemblée

algérienne l'application de la loi de séparation des cultes et de l'Etat à l'Algérie.

21 Daniel Gaxie, "Économie des partis et rétributions du militantisme," *Revue française de science politique* 27 (1977).

22 Le phénomène devrait être plus accentué au sein du MTLD du fait d'une répression vraisemblablement plus dure que sur les militants de l'UDMA. Pour autant, beaucoup de jeunes militants PPA-MTLD sont moins intégrés dans leurs milieux familial et professionnel, dès lors, la vie militante constitue une rétribution de plus grande valeur que pour les adhérents de l'UDMA. Sur le PPA comme « famille » des militants, voire notamment Annie Rey-Goldzeiguer, *Aux origines de la guerre d'Algérie. 1940-1945. De Mers-el-Kebir aux massacres du Nord-Constantinois* (Paris, 2006). 176-180.

23 Certains membres de l'UDMA stigmatisent les « voyous » et les « chômeurs professionnels » du MTLD.

24 Guechi, Fatima-Zohra intervention au colloque « La pensée politique en Algérie, 1830-1962 », Alger, octobre 2005, L'enquête n'a évidemment pas valeur de sondage.

25 Rahal, Malika, « Reconsidérer l'UDMA, la place des réformistes dans le mouvement national algérien », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2004.

Pour citer cet article

Référence papier

Malika Rahal, « La tentation démocratique en Algérie. L'Union démocratique du manifeste algérien (1946-1956) », *Insaniyat / إنسانيات*, 42 | 2008, 79-93.

Référence électronique

Malika Rahal, « La tentation démocratique en Algérie. L'Union démocratique du manifeste algérien (1946-1956) », *Insaniyat / إنسانيات* [En ligne], 42 | 2008, mis en ligne le 30 septembre 2012, consulté le 14 mai 2016. URL : <http://insaniyat.revues.org/6838>

Auteur

Malika Rahal

Professeure agrégée et docteure en histoire, Université de Nottingham, Royaume-Uni.

Articles du même auteur

Prendre parti à Constantine : l'UDMA de 1946-1956 [Texte intégral]

Paru dans *Insaniyat / إنسانيات*, 35-36 | 2007

Initiation au judaïsme, au christianisme et à l'islam. Richard AYOUN, Ghaleb BENCHEIKH et Régis LADOUS [Texte intégral]

Paru dans *Insaniyat / إنسانيات*, 31 | 2006

Droits d'auteur

© CRASC